

## PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

PRÉFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION  
DES SERVICES DE L'ÉTAT

Pôle du Pilotage des Procédures d'Utilité Publique  
Section Prévention des Risques Industriels

**Arrêté préfectoral n° 16/DCSE/IC/017 du 11 février 2016 portant mise en demeure  
à l'encontre de la SOCIÉTÉ DES ENTREPÔTS ET DE DISTRIBUTION (SED),  
pour son site situé 35 rue de Guivry, ZA du Gué,  
sur le territoire de la commune du MESNIL-AMELOT (77990).**

**Le Préfet de Seine et Marne  
Officier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement », et en particulier les articles L. 171-8 et R. 512-33,

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

**Vu** le décret du Président de la République daté du 7 juillet 2014 portant nomination de **M. Nicolas de MAISTRE**, Sous-Préfet hors classe, Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne,

**Vu** le décret du Président de la République daté du 31 juillet 2014 portant nomination de **M. Jean-Luc MARX**, Préfet de Seine-et-Marne,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 97 DAE 2 IC 087 du 2 mai 1997 autorisant la SOCIÉTÉ DES ENTREPÔTS ET DE DISTRIBUTION (SED) à exploiter des entrepôts couverts d'un volume de 618 000 m<sup>3</sup> stockant des produits de consommation sur le territoire de la commune du MESNIL-AMELOT, 35 rue de Guivry,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 15/PCAD/127 du 28 décembre 2015, donnant délégation de signature à **M. Nicolas de MAISTRE**, Secrétaire Général de la Préfecture et organisant sa suppléance,

**Vu** le rapport n°E/15 – 2612, daté du 24 novembre 2015, de l'Unité Territoriale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France,

**Vu** les courriers du Préfet à la SOCIÉTÉ DES ENTREPÔTS ET DE DISTRIBUTION (SED) datés des 24 et 25 novembre 2015 informant l'exploitant des non-conformités constatées lors de l'inspection effectuée le 2 octobre 2015 et conformément au dernier alinéa de l'article L.171-8 du Code de l'environnement de la mise en demeure susceptible d'être prise à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations,

**Considérant** que la SOCIÉTÉ DES ENTREPÔTS ET DE DISTRIBUTION (SED) exploite dans son bâtiment A une zone de charge au sein même d'une cellule de stockage de matières combustibles, alors qu'elle dispose pour ce même bâtiment d'un local dédié,

**Considérant** que le bâtiment A est constitué de quatre cellules uniquement dédiées aux activités d'un seul locataire, la société JENNYFER,

**Considérant** que la SOCIÉTÉ DES ENTREPÔTS ET DE DISTRIBUTION (SED) n'a pas transmis au Préfet de porter-à-connaissance quant à l'implantation d'une zone de charge directement au sein d'une cellule de stockage du bâtiment A et en l'absence d'éléments d'appréciation suffisants permettant de statuer sur les éventuels dangers et inconvénients supplémentaires induits par cette modification,

**Considérant** que cette activité relève de la rubrique 2925 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

**Considérant** que cette modification ne respecte pas les prescriptions applicables aux locaux de charge imposées par l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 pour les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2925 de la nomenclature, notamment en matière de dispositions constructives,

**Considérant** que la SOCIÉTÉ DES ENTREPÔTS ET DE DISTRIBUTION (SED) exploite deux mezzanines au sein du bâtiment A, dont une recouvre près de 100 % la surface du niveau inférieur,

**Considérant** que ces aménagements ne sont pas conformes aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé le 12 août 1996 et qu'ils ne respectent pas les dispositions de l'arrêté ministériel du 5 août 2002,

**Considérant** les nombreuses relances du Préfet afin d'obtenir des éléments de porter-à-connaissance suffisamment étayés pour apprécier le caractère notable et/ou substantiel et les éventuels dangers et inconvénients supplémentaires induits par cette modification,

**Considérant** l'insuffisance des éléments transmis par l'exploitant afin de démontrer que cette modification ne puisse porter atteinte à la sécurité des personnes, notamment en matière d'évacuation du personnel, et entraîner en cas d'incendie une détérioration du bâtiment, amenant des risques supplémentaires pour les services d'incendie et de secours,

**Considérant** que, dans ces conditions, il n'a pas été établi que toutes les mesures nécessaires à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ont bien été prises,

**Considérant** qu'en conséquence, il y a lieu de faire usage des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement,

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la Préfecture,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup>**

La SOCIÉTÉ DES ENTREPÔTS ET DE DISTRIBUTION (SED) est mise en demeure, pour son entrepôt situé 35 rue de Guivry sur le territoire de la commune du MESNIL-AMELOT (77990), de respecter **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 2**

La SOCIÉTÉ DES ENTREPÔTS ET DE DISTRIBUTION (SED) est mise en demeure, pour son entrepôt situé 35 rue de Guivry sur le territoire de la commune du MESNIL-AMELOT (77990), de respecter **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral n° 97 DAE 2 IC 087 du 2 mai 1997.

### **ARTICLE 3 - Sanctions**

Faute de se conformer au présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales, l'intéressé est passible des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

### **ARTICLE 4 - Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la SOCIÉTÉ DES ENTREPÔTS ET DE DISTRIBUTION (SED).

### **ARTICLE 5 – Information des tiers**

Une copie du présent arrêté est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie du MESNIL-AMELOT et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est adressé à la Préfecture (Direction de la Coordination des Services de l'État) par les soins du maire.

### **ARTICLE 6 – Délai et voies de recours (combinaison des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement)**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de MELUN – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle ledit acte leur a été notifié.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

## **ARTICLE 7 - Exécution**

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture,
- M. le Sous-Préfet de MEAUX,
- M. le Maire du MESNIL-AMELOT,
- M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à PARIS,
- M. le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la SOCIÉTÉ DES ENTREPÔTS ET DE DISTRIBUTION (SED), sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 11 février 2016

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Nicolas de MAISTRE

## **DESTINATAIRES :**

- La société SED,
- M. le Sous-Préfet de MEAUX,
- M. le Maire du MESNIL-AMELOT,
- M. le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECTE),
- M. le Directeur Départemental des Territoires (DDT),
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Seine Normandie,
- M. le Délégué Départemental de l'Agence Régionale de Santé,
- M. le Chef de l'Unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie (DRIEE) d'Île-de-France à Savigny-le-Temple,
- M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à PARIS,
- M. le Préfet de Seine-et-Marne (SIDPC),
- M. le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE).